



Westminster & City News

NUMÉRO 44

Du 29 novembre au 5 décembre 2019

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

Mark Carney a été nommé au poste d'envoyé spécial des Nations Unies pour le climat – Après 7 ans à la tête de la Banque d'Angleterre (BoE), le gouverneur dont le mandat prendra fin le 31 janvier 2019, va remplacer Michael Bloomberg au poste d'envoyé spécial de l'ONU pour le climat. Désigné à l'occasion de la COP25, Mark Carney aura pour mandat notamment d'encourager la mobilisation des financements nécessaires pour atteindre l'objectif de l'accord de Paris de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C d'ici 2100. Sa mission consistera notamment à promouvoir une meilleure transparence de l'information financière et une gestion des risques plus efficace, en incitant à faire du changement climatique une priorité clé dans la prise de décisions des investissements privés. La BoE, membre fondateur du *Network for Greening the Financial System*, a été à l'avant-garde des efforts internationaux en matière de prise en compte des risques financiers liés aux changements climatiques.

B. Johnson esquisse le programme des 100 premiers jours d'un futur gouvernement conservateur – La priorité du gouvernement sera de faire voter l'accord de sortie avec l'UE au Parlement britannique pour s'assurer que le Brexit ait bien lieu le 31 janvier 2020. D'ici mars 2020, B. Johnson souhaite également relever le seuil salarial pour le paiement des contributions sociales de 8 632 £ à 9 500 £, et budgéter 33,9 Md£ additionnels par an pour le NHS d'ici 2023 ainsi que des nouvelles dépenses dans l'éducation. En parallèle, le premier ministre a annoncé vouloir, dans ses 100 premiers jours, augmenter à 625 £ par an le montant dû par les migrants pour utiliser le NHS, et finaliser un accord avec les opérateurs de téléphonie mobile pour développer la couverture réseau dans les zones rurales.

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

La livre sterling s'apprécie et atteint son plus haut niveau depuis sept mois – Par rapport au dollar, la livre sterling a progressé de 0,8 % et s'est approchée de 1,31 \$ mercredi, son plus haut niveau depuis l'accession au pouvoir de Boris Johnson. La livre a également grimpé de 0,7 % par rapport à l'euro, atteignant son plus haut niveau depuis mai 2017, avec un taux de change s'établissant à 1€ = 0,84 £. Cette appréciation résulte notamment des derniers sondages à quelques jours de l'élection, qui placent Boris Johnson en tête avec 10 points en moyenne par rapport à son opposant travailliste Jeremy Corbyn. Les marchés estiment en effet qu'une majorité conservatrice solide conduirait à un retrait ordonné de l'UE à la fin janvier, après des années d'incertitude politique. Cette appréciation de la livre reste toutefois fragile et sujette aux variations des sondages qui seront publiés d'ici la tenue de l'élection. En outre, compte tenu de l'engagement de Boris Johnson de ne pas demander la prolongation de la période de transition au-delà du 31 décembre 2020, les incertitudes quant à la relation future pourraient à nouveau peser sur la livre.

Les opérations de fusion et acquisition sont affectées par la baisse de la livre et l'incertitude politique au T3 – Le nombre, ainsi que le volume des cessions par des entreprises britanniques d'activités à l'étranger ont atteint un niveau historique au T3 2019. Au total, les entreprises britanniques ont cédé 10,1 Md£ de capital investi dans des sociétés étrangères, soit une hausse de 9,3 Md£ par rapport au T2 2019. Cela s'explique notamment par une livre

sterling faible, qui a incité les entreprises à vendre leurs actifs, libellés en euro ou en dollar, afin de maximiser leur rendement grâce à un taux de change favorable. Le nombre d'acquisitions d'entreprises britanniques par des entreprises étrangères a également chuté, avec un volume en baisse de 8,5 Md£ par rapport au T2 pour un total de 10,1 Md£. Ce ralentissement des acquisitions entrantes au Royaume-Uni serait la conséquence du poids des incertitudes politiques qui pèsent sur les investisseurs étrangers.

Un accord commercial « ambitieux » avec l'UE pourrait relancer l'économie britannique d'ici 2021 – Selon les dernières [prévisions](#) du *Confederation of British Industry*, la croissance de l'économie britannique, portée principalement par les dépenses des ménages, évoluera à un rythme de 1,3 % en 2019 et 1,2 % en 2020. Elle devrait ensuite accélérer légèrement pour atteindre 1,8 % en 2021 grâce notamment à une relance de l'investissement privé et un rebond économique de l'eurozone. Ce scénario repose toutefois sur l'hypothèse d'une sortie du RU de l'UE d'ici le 31 janvier 2020, suivie par la conclusion d'un accord commercial « ambitieux » permettant la libre circulation des biens entre les deux pays et l'accès au marché européen pour le secteur des services britannique. A court terme, une sortie sans accord de l'UE et une intensification du conflit commercial sino-américain sont les principaux risques pour l'économie britannique.

Les trois indices des directeurs d'achat IHS Markit (PMI) sont désormais tous sous la barre de 50 – Le PMI des services a chuté de 50 à 49,3 entre octobre et novembre : cela fait désormais trois mois qu'il n'a pas dépassé la barre des 50, indiquant une contraction prolongée pour le secteur représentant 80 % du PIB britannique. Selon IHS Markit, les incertitudes persistantes autour du Brexit et des prochaines élections conduisent les entreprises à différer leurs décisions d'investissement. Sur la même période, le PMI pour la construction a augmenté (de 43,5 à 44,2) tandis que le PMI manufacturier a baissé (de 49,6 à 48,9). Le PMI composite – une moyenne pondérée des différents indices – s'élevait à 49,3 pour novembre, suggérant une contraction de l'économie britannique à un rythme trimestriel de 0,1 %. A noter toutefois que les indices PMI ne prennent en compte l'impact des dépenses publiques, dont l'augmentation devrait à court terme soutenir l'économie britannique.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

La National Australian Bank pourrait se relocaliser à Paris après le Brexit – La banque australienne aurait choisi la capitale française pour y héberger ses services d'investissement et ses activités bancaires de gros. Une demande d'agrément auprès des autorités françaises serait en cours, la banque justifiant sa décision par l'attractivité et la qualité des autorités de régulation et de supervision françaises par rapport à leurs homologues européens. Il s'agirait de la première implantation de la NAB en Europe continentale. Ses activités britanniques s'étendent des opérations de change au financement de projets. La NAB compte 30 000 employés et sert près de 9 millions de clients à travers le monde.

RÈGLEMENTATION FINANCIÈRE ET MARCHÉS FINANCIERS

Greenpeace épingle quatre banques britanniques pour non-respect de leurs engagements climatiques – Le [groupe](#) environnemental qualifie les pratiques de Barclays, HSBC, Standard Chartered et RBS de « menace pour l'humanité », après avoir révélé un montant collectif d'investissements de 25 Mds£ en faveur d'industries du charbon. Greenpeace considère que ces banques ont fourni un « soutien vital » à des entreprises qui prévoient de construire de nouvelles centrales à charbon, et fonde ses conclusions sur le nombre de prêts et de souscriptions de titres opérés entre début 2016 et fin septembre 2019. Ces chiffres sont, selon l'organisation non gouvernementale, contradictoires avec les déclarations de certaines banques, comme HSBC et RBS, qui avaient annoncé ne plus financer de projets dans les sables bitumineux du Canada. Le co-leader du *Green Party*, Jonathan Bartley qualifie de « scandaleuse » la persistance de ces pratiques et le travailliste John McDonnell y voit l'urgence pour le RU de prendre en compte la question des énergies fossiles dans la réglementation financière.

Le gestionnaire de fonds M&G suspend les opérations de son « fonds immobilier » – Le M&G Property Portfolio, un fonds détenant 2,5 Md£ d'actifs investis dans des biens immobiliers, a temporairement gelé les rachats des investisseurs. Depuis plusieurs mois, le fonds faisait face à des vagues de rachats « anormalement élevés et soutenus » : les sorties nettes sur l'année 2019 ont atteint 901 M£ fin octobre (contre 299 M£ sur l'année 2018). La suspension permettra au fonds de revendre ses actifs et de reconstituer de la liquidité afin de répondre aux demandes des investisseurs. Selon le *Financial Times*, les investisseurs britanniques délaissent de plus en plus les fonds immobiliers (2,1 Md£ de sorties nettes en 2019) en raison des difficultés rencontrées par le secteur dans un contexte

d'incertitude économique. La *Financial Conduct Authority*, dont les nouvelles règles pour ce type de fonds entreront en vigueur en 2020, a contacté les principales plateformes d'investissement afin d'identifier le nombre de clients affectés par le gel des rachats du M&G Property Portfolio.

BANQUES ET ASSURANCES

L'agence de notation Moody's abaisse sa perspective pour le secteur bancaire britannique – La perspective pour le secteur bancaire britannique a été dégradée de « stable » à « négatif » par [Moody's](#), pour qui la détérioration de l'environnement économique pèse sur la qualité des actifs et la rentabilité des banques. En effet, les incertitudes liées au Brexit continuent de freiner la croissance, limitant ainsi l'activité des banques, tandis que les taux d'intérêts bas et la concurrence accrue sur le marché des prêts hypothécaires érodent leurs marges nettes d'intérêts. Malgré cet environnement difficile, les banques britanniques maintiennent des réserves de capital adéquates au plan prudentiel. Enfin, Moody's note que les grandes banques devraient présenter des résultats nets en hausse d'ici 2020 en raison de la réduction des provisions pour frais de litige liées au scandale de l'assurance emprunteur, la période pour les demandes d'indemnisation ayant pris fin en août 2019.

HSBC et Santander devront rembourser des frais de découvert à leurs clients – [L'autorité de la concurrence](#) britannique (CMA) a épinglé les banques HSBC et Santander pour ne pas avoir envoyé d'alertes SMS à leurs clients en découvert, comme le stipule ses règles sur la banque de détail. HSBC devra rembourser 8 M£ à 115 000 clients (soit 69,50 £ par personne en moyenne) tandis que Santander n'a pas encore calculé le montant précis des remboursements. Ces sommes couvriront les frais encourus par les clients ayant contracté des découverts non négociés sans avoir été avertis au préalable. L'autorité a également ordonné aux deux banques d'effectuer une vérification indépendante de leur conformité à cette règle. Par ailleurs, HSBC a annoncé la mise en œuvre à partir de mars 2020 d'[un taux de découvert harmonisé de 39,9 %](#) à l'ensemble de ses comptes courants (soit le double du taux actuel prélevés par la banque dans la majorité de ses comptes). Cette mesure, qui s'accompagne de réduction des frais ponctuels de découvert, intervient après la mise en œuvre de nouvelles règles sur les découverts par la FCA en juin 2019.

L'introduction en bourse d'Aramco revitalise la banque d'investissement d'HSBC – Grâce à son rôle en tant que conseiller financier dans l'introduction en bourse du géant pétrolier Aramco, HSBC entre dans le [classement Bloomberg](#) des dix banques d'investissement les plus actives sur le segment IPO dans la région Europe, Moyen-Orient et Afrique. Elle dépasse ainsi Barclays, reléguée à la 11^{ème} place du classement. Les banques françaises ayant participé à l'introduction en bourse, BNP Paribas et Société Générale, se classent respectivement 8^{ème} et 9^{ème}. Si une vingtaine de banques d'investissement se partageront les frais de l'introduction en bourse d'Aramco, HSBC est une des seules banques choisies, aux côtés de deux banques saoudiennes, pour superviser le recouvrement des ordres des investisseurs. Selon *Financial News*, la présence importante d'HSBC en Arabie Saoudite – remontant à 1959 – ainsi que ses relais au sein du gouvernement saoudien lui auraient permis de jouer un rôle majeur dans l'introduction en bourse d'Aramco.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba,
Louis Martin, Laura Guenancia et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 5 décembre 2019

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

| Indicateurs* | | Croissance T2 2019 | Moyenne sur 3 ans |
|---|----------------------------|--------------------|-------------------|
| PIB | | 1,5% | 1,7% |
| PIB en glissement trimestriel (T2 2019) | | -0,2% | 0,4% |
| PIB par habitant | | 0,9% | 1,0% |
| Inflation (IPC) | | 2,0% | 2,2% |
| Approche par les dépenses | Investissement (FBCF) | 0,1% | 2,0% |
| | Consommation | 1,8% | 2,3% |
| | Dépenses publiques | 1,3% | 0,4% |
| | Exportations (B&S) | 0,6% | 2,4% |
| | Importations (B&S) | 4,0% | 3,0% |
| Approche par la production | Secteur manufacturier | -0,1% | 1,3% |
| | Secteur de la construction | 1,5% | 3,9% |
| | Secteur des services | 1,9% | 1,9% |
| Parmi les services | Finance et assurances | -2,2% | 0,4% |
| | Ventes au détail | 3,9% | 3,2% |

MARCHÉ DU TRAVAIL

| Indicateurs | | T2 2019 | Moyenne sur 3 ans |
|--------------------------------|------------------------|---------|-------------------|
| Taux de chômage | | 3,9% | 4,3% |
| Taux d'emploi | | 76,1% | 75,3% |
| Nombre d'heures travaillées | (moyenne hebdomadaire) | 32,1 | 32,1 |
| Productivité horaire** | Croissance annuelle | 0,5% | 0,7% |
| Salaires nominaux | Croissance annuelle | 3,4% | 2,6% |
| Salaires réels | Croissance annuelle | 1,3% | 0,6% |
| Revenu disponible par habitant | Croissance annuelle | 1,6% | 0,6% |
| Taux d'épargne des ménages | | 4,5% | 4,9% |

FINANCES PUBLIQUES

| Indicateurs | T2 2019 (% du PIB) | Moyenne sur 3 ans |
|---|--------------------|-------------------|
| Déficit public (hors actifs bancaires) | -1,3% | -2,0% |
| Dette du secteur public (hors actifs bancaires) | 83,1% | 84,3% |
| Investissement public net | -1,9% | -1,9% |

COMMERCE EXTERIEUR

| Indicateurs | | T2 2019 (% du PIB) | Moyenne sur 3 ans |
|--|---------|--------------------|-------------------|
| Balance courante | | -3,9% | -4,3% |
| Balance des B&S | | -2,0% | -1,5% |
| Balance des biens | | -6,9% | -6,7% |
| Balance des services | | 4,9% | 5,2% |
| Taux de change (moyenne trimestrielle) | GBP/EUR | 1,14 | 1,14 |
| | GBP/USD | 1,29 | 1,30 |

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.